



Cellule d'analyse européenne

COMMUNICATION DE LA COMMISSION

Un agenda européen pour l'économie collaborative

COM(2016)356

Résumé : « L'économie collaborative » est un modèle où des plateformes collaboratives (en ligne) proposent des biens et des services qui permettent d'élargir et de renouveler l'offre pour le consommateur, souvent à des prix inférieurs. Dans cette communication, la Commission européenne propose des orientations non contraignantes sur les modalités selon lesquelles il conviendrait d'appliquer le droit de l'Union en vigueur à l'économie collaborative pour aider les consommateurs, les entreprises et les autorités publiques.

1. Contexte

« L'économie collaborative » est un modèle où des plateformes collaboratives (en ligne) proposent des biens et des services qui permettent d'élargir et de renouveler l'offre pour le consommateur, souvent à des prix inférieurs.

De petite taille, l'économie collaborative croît cependant rapidement et certains experts estiment qu'elle pourrait injecter, à l'avenir, de 160 à 572 milliards d'euros dans l'économie de l'UE.

Il existe aujourd'hui une certaine incertitude sur les règles applicables dans ce domaine, incertitude qui ressort des approches divergentes observées dans les États membres sur le plan législatif. À cela s'ajoute le risque que les zones grises réglementaires soient exploitées pour contourner les règles destinées à préserver l'intérêt général.

Dans cette communication, la Commission européenne propose des orientations pour aider les consommateurs, les entreprises et les pouvoirs publics à s'engager dans l'économie collaborative. Ces orientations non contraignantes sur les modalités selon lesquelles il conviendrait d'appliquer le droit européen en vigueur à l'économie collaborative répondent à des questions importantes auxquelles sont confrontés les acteurs du marché et les autorités publiques.

La Commission européenne indique par exemple quels éléments les États membres doivent prendre en compte lors de l'évaluation de la justification et de la proportionnalité de la législation applicable à l'économie collaborative.

2. Contenu

Les lignes de force de la communication peuvent être résumées comme suit:

	Contenu	Commentaire
1	Objectif:	Fournir des orientations non contraignantes afin de conseiller les consommateurs, les entreprises et les autorités sur les modalités selon lesquelles il conviendrait d'appliquer le droit de l'Union en vigueur à l'économie collaborative.
2	Questions auxquelles les acteurs du marché et les pouvoirs publics sont confrontés:	<p>a) <u>Exigences à saisir pour accéder au marché:</u></p> <p>Les États membres ne peuvent exiger des prestataires de services qu'ils disposent d'une autorisation ou d'une licence que si celles-ci sont strictement nécessaires pour atteindre les objectifs légitimes d'intérêt général.</p> <p>Les États membres doivent établir une distinction entre les prestataires de services professionnels et les particuliers qui proposent des services à titre occasionnel de pair à pair.</p> <p>b) <u>Régimes de responsabilité:</u></p> <p>Les plateformes collaboratives <u>peuvent</u>, pour autant qu'elles proposent des services en ligne, être exemptées de responsabilité pour les informations qu'elles stockent ou qu'elles transmettent. Elles <u>ne peuvent pas</u> être exemptées de responsabilité pour les services qu'elles offrent elles-mêmes, par exemple, les services de paiement.</p> <p>c) <u>Protection des utilisateurs:</u></p> <p>Les États membres sont chargés d'assurer un niveau élevé de protection des consommateurs contre les pratiques commerciales déloyales et ne peuvent imposer des obligations disproportionnées à des particuliers qui ne proposent un service qu'à titre occasionnel.</p> <p>d) <u>Travailleurs indépendants et salariés dans l'économie collaborative :</u></p> <p>Le droit du travail est une compétence nationale. Dans ce domaine, le niveau européen a un effet complémentaire par le biais de normes sociales minimales et par le biais de la jurisprudence de la Cour de Justice.</p> <p>e) <u>Fiscalité:</u></p> <p>Les plateformes collaboratives sont soumises à la réglementation fiscale au même titre que tous les autres opérateurs économiques. Les États membres sont encouragés à simplifier les règles fiscales et à publier des orientations en ligne sur l'application des règles fiscales aux modèles d'économie collaborative.</p>
3	Suivi	La Commission européenne suivra l'évolution de l'économie collaborative. Par le biais d'enquêtes et d'un dialogue avec les <i>stakeholders</i> , elle suivra l'évolution des prix et de la qualité des

		services. La Commission détectera les problèmes qui résultent de réglementations nationales divergentes ou de lacunes réglementaires.
--	--	---

3. Cadre juridique européen et développements:

La communication puise son fondement juridique dans les articles 49 (liberté d'établissement) et 56 (libre prestation des services) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) et dans la directive sur les services.

L'économie collaborative se développe rapidement, mais les services prestés dans cette nouvelle branche d'activité ne disposent d'aucune législation européenne claire. La Cour de Justice doit prochainement se prononcer sur l'interdiction, en Espagne, des services de transport bon marché Uber.

Le 26 mai 2016, le Parlement européen a voté une résolution appelant la Commission européenne à élaborer des propositions à propos de l'économie collaborative et des plateformes numériques dans le marché unique¹.

4. Contexte belge

Le projet de loi programme 1875/001 prévoit un régime relatif à l'économie collaborative. Ce projet a déjà été adopté en commission. Grâce à un régime simplifié et à un taux d'imposition réduit de 10% applicable aux services prestés dans l'économie collaborative (plafonnés à 5 000 euros de revenus), le gouvernement entend soutenir l'innovation dans l'économie collaborative et promouvoir les plateformes collaboratives locales².

Le cadre fiscal applicable à l'économie collaborative veillera à ce que les règles du jeu soient les mêmes pour tous, de façon à ce que les acteurs classiques ne soient pas désavantagés. Il s'agira d'un régime simple, optant pour de faibles charges, avec des consignes de simplicité et de transparence.³

Lors de l'ajustement budgétaire 2016, l'impact de cette mesure concernant l'économie collaborative a été estimé à +20 millions d'euros.⁴

5. Suivi au sein de la (des) commission(s) compétente(s) de la Chambre:

- commission de l'Économie (aspects « accès au marché », « protection du consommateur » et « e-commerce »);
- commission des Finances (aspect « imposition »);

¹ Voir: Résolution du Parlement européen du 26 mai 2016 sur la stratégie pour le marché unique; <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2016-0237+0+DOC+XML+V0//FR>

² Voir : <http://decroo.belgium.be/fr/la-commission-europ%C3%A9enne-conforte-la-strat%C3%A9gie-belge-en-mati%C3%A8re-d%E2%80%99%C3%A9conomie-collaborative> ; projet de loi 1875/001 : <http://www.dekamer.be/FLWB/PDF/54/1875/54K1875001.pdf>

³ Voir: Déclaration du ministre des Finances en commission des Finances, Compte rendu intégral du 20.04.2016, p. 40, CRIV 54 COM 390, <http://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/54/ic390.pdf>

⁴ Voir : Ajustement des budgets des recettes et des dépenses pour l'année budgétaire 2016. DOC 54 1803/001, p. 78. <http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/54/1803/54K1803001.pdf>

- pour information: comité d'avis fédéral chargé des questions européennes

6. Suivi auprès des instances fédérales:

- SPF Économie;
- SPF Finances.

7. Subsidiarité / Suivi parlementaire:

Il s'agit ici d'une Communication et pas d'une proposition de législation. La commission Économie ne peut donc pas donner d'avis sur la subsidiarité au sens de l'art.37bis du Règlement de la Chambre.

Les parlements nationaux peuvent cependant adresser des remarques à la Commission européenne, dans le cadre du "dialogue politique" (initiative Barroso). Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Projet d'avis

Relatif à la subsidiarité:

Avis positif. Le niveau européen est habilité à donner des orientations visant à soutenir les consommateurs, les entreprises et les pouvoirs publics sur les modalités selon lesquelles il conviendrait d'appliquer le droit de l'Union en vigueur à l'économie collaborative. Les règles du jeu doivent en effet être identiques par rapport aux acteurs classiques, et l'Europe peut l'encourager. L'approche fragmentée de l'économie collaborative n'est pas bénéfique pour le marché unique. La fragmentation des réglementations nationales n'incite pas les entreprises européennes de l'économie collaborative à faire des économies d'échelle au niveau européen.

Relatif à la proportionnalité:

Avis favorable. La Commission européenne reconnaît, dans les divers domaines (fiscalité, droit du travail, etc.), les compétences des États membres et indique le cadre européen dans lequel la politique nationale menée peut s'inscrire.

Pour de plus amples informations :

Texte de la communication:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160356.do>

descripteurs Eurovoc:	UNION EUROPÉENNE – Concurrence - Économie – Politique économique – Commerce électronique – Droit fiscal – Droit social - PME – Entreprise – Simplification de la législation - Autorégulation
------------------------------	---

Rédaction: Roeland Jansoone, Premier conseiller, tél. 02/549.80.93.



Europese analysecel

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE

Een Europese agenda voor de deeleconomie

COM(2016)356

Samenvatting: "Deeleconomie" is een systeem waarin via (online) deelplatforms goederen of diensten worden aangeboden. Het systeem kan het aanbod voor de consument verruimen en vernieuwen, en dit tegen vaak lagere prijzen. In deze mededeling reikt de Europese Commissie niet-bindende richtsnoeren aan die ondersteuning bieden aan consumenten, bedrijven en overheden over hoe het bestaande EU-recht moet worden toegepast op de deeleconomie.

1. Context

"Deeleconomie" is een systeem waarin via (online) deelplatforms goederen of diensten worden aangeboden. Het systeem kan het aanbod voor de consument verruimen en vernieuwen, en dit tegen vaak lagere prijzen.

De deeleconomie is klein, maar kent een snelle groei. Experts gaan ervan uit dat de deeleconomie in de toekomst tussen de 160 en 572 miljard EUR aan de economie van de EU zou kunnen bijdragen.

Momenteel is er onzekerheid omtrent de toe te passen regels. Dit blijkt uit de uiteenlopende wetgevende benaderingen in de lidstaten. Daarnaast bestaat het risico dat grijze zones in de regelgeving worden gebruikt om regels te ontwijken die zijn bedoeld om het algemeen belang te dienen.

In deze mededeling reikt de Europese Commissie richtsnoeren aan om consumenten, bedrijven en overheden aan de deeleconomie te laten deelnemen. Deze niet-bindende richtsnoeren over hoe het bestaande EU-recht moet worden toegepast op de deeleconomie, gaan in op belangrijke kwesties waar marktdeelnemers en overheidsinstanties beide mee te maken krijgen.

Zo geeft de Europese Commissie aan waarmee de lidstaten moeten rekening houden bij het evalueren van de rechtvaardiging en de evenredigheid van de wetgeving die van toepassing is op de deeleconomie.

2. Inhoud

De krachtlijnen van de mededeling zien er, samengevat, als volgt uit:

	Inhoud	Toelichting
1	Doelstelling:	Het aanbod van niet-bindende richtsnoeren die ondersteuning bieden aan consumenten, bedrijven en overheden over hoe het bestaande EU-recht moet worden toegepast op de deeleconomie.
2	Kwesties waar marktdeelnemers en overheden mee te maken krijgen:	<p>a) <u>Vereisten inzake markttoegang:</u></p> <p>Lidstaten kunnen de dienstverleners enkel verplichten een vergunning of licentie te hebben als dit strikt noodzakelijk is om aan de desbetreffende doelstellingen van algemeen belang te voldoen.</p> <p>De lidstaten moeten een onderscheid maken tussen professionele aanbieders van diensten en particulieren die incidenteel diensten aanbieden op peer-to-peer-basis.</p> <p>b) <u>Aansprakelijkheidsstelsels:</u></p> <p>De deelplatforms, voor zover zij "host"-diensten aanbieden, kunnen <u>wel</u> worden vrijgesteld van aansprakelijkheid voor de informatie die zij doorgeven of opslaan. Zij kunnen <u>niet</u> worden vrijgesteld van aansprakelijkheid voor diensten die <u>zijzelf</u> aanbieden, bijvoorbeeld betalingsdiensten.</p> <p>c) <u>Bescherming van gebruikers:</u></p> <p>Lidstaten staan in voor een hoog beschermingsniveau van de consumenten tegen oneerlijke handelspraktijken en mogen geen onevenredige verplichtingen opleggen aan particulieren die slechts incidenteel een dienst aanbieden.</p> <p>d) <u>Zelfstandigen en werknemers in de deeleconomie:</u></p> <p>Het arbeidsrecht is een nationale bevoegdheid. Het Europese niveau heeft op dit gebied een aanvullende werking via sociale minimumnormen en rechtspraak van het Hof van Justitie.</p> <p>e) <u>Belastingheffing:</u></p> <p>Net zoals de andere marktdeelnemers moeten deelplatforms zich aan belastingregels houden. Lidstaten worden aangemoedigd om de belastingregels te vereenvoudigen en online richtsnoeren te verstrekken voor de toepassing van fiscale regels op de bedrijfsmodellen van de deeleconomie.</p>
3	Toezicht	De Europese Commissie zal toezien op de ontwikkelingen op het gebied van deeleconomie. Via enquêtes en dialoog met de stakeholders zullen de ontwikkelingen op het gebied van prijs en kwaliteit van diensten worden opgevolgd. De Commissie zal de problemen in kaart brengen die het gevolg zijn van uiteenlopende wetgevende benaderingen in de lidstaten of lacunes in de regelgeving.

3. Europees juridisch kader en ontwikkelingen:

De rechtsbasis voor de Mededeling zijn de artikelen 49 (vrijheid van vestiging) en 56 (vrij verkeer van diensten) van het Verdrag betreffende de werking van Europese Unie (VWEU) en de dienstenrichtlijn.

De deeleconomie groeit snel en het ontbreekt aan duidelijke Europese wetgeving voor de diensten binnen deze nieuwe bedrijfstak. Voor het Hof van Justitie is momenteel een zaak aanhangig over het verbod van Spanje op de goedkope vervoersdiensten van Uber.

Het Europees Parlement heeft op 26 mei 2016 een resolutie gestemd waarin de Europese Commissie wordt opgeroepen om te komen tot voorstellen op het gebied van deeleconomie en digitale platforms in de interne markt¹.

4. Belgische context

Het ontwerp van programmawet 1875/001 voorziet in een regeling voor de deeleconomie. Het ontwerp is inmiddels aangenomen in commissie. Met een eenvoudige regeling en een laag fiscaal tarief van 10% voor diensten in de deeleconomie (tot een inkomensplafond van 5.000 euro) wil de regering de innovatie in de deeleconomie ondersteunen en de ontwikkeling van lokale deelplatformen stimuleren².

Het fiscaal kader voor de deeleconomie beoogt het scheppen van een *level playing field* ten opzichte van de klassieke actoren. Het betreft een eenvoudige en transparante regeling worden, die gaat voor lage lasten, eenvoud en transparantie.³

Bij de begrotingsaanpassing 2016 wordt de weerslag van deze maatregel omtrent de deeleconomie geraamd op +20 miljoen EUR⁴.

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Bedrijfsleven (aspect “markttoegang”, “consumentenbescherming” en “e-commerce”);
- Commissie Financiën (aspect “belastingheffing”);
- Ter informatie: Federaal adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Opvolging bij de federale instanties:

- FOD Economie:

¹ Zie: Resolutie van het Europees Parlement van 26 mei 2016 over de strategie voor de interne markt; <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2016-0237+0+DOC+XML+V0//NL&language=NL>

² Zie : <http://decroo.belgium.be/nl/europese-commissie-bevestigt-belgische-aanpak-deeleconomie>; Wetsontwerp : <http://www.dekamer.be/FLWB/PDF/54/1875/54K1875001.pdf>

³ Zie: Verklaring van de minister van Financiën in commissie Financiën, Integraal Verslag van 20.04.2016, p. 40, CRIV 54 COM 390, <http://www.dekamer.be/doc/CCRI/pdf/54/ic390.pdf>

⁴ Zie : Aanpassing van de begrotingen van ontvangsten en uitgaven voor het begrotingsjaar 2016. DOC 54 1803/001, p. 78 . <http://www.dekamer.be/FLWB/PDF/54/1803/54K1803001.pdf>

- FOD Financiën.

7. Subsidiariteit / Parlementaire opvolging:

Het betreft hier een Mededeling en geen voorstel van wetgeving. De commissie Bedrijfsleven kan dus geen advies over de subsidiariteit geven in de zin van Art.37bis van het Kamerreglement.

De nationale parlementen kunnen wel in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Ontwerpadvies

Ten aanzien van de subsidiariteit:

Gunstig. Het Europese niveau is bevoegd om richtsnoeren te verschaffen die ondersteuning bieden aan consumenten, bedrijven en overheden over hoe het bestaande EU-recht moet worden toegepast op de deeleconomie. Er is behoefte aan een *level playing field* ten opzichte van de klassieke actoren, en Europa kan dit aanmoedigen. De gefragmenteerde aanpak ten aanzien van de deeleconomie is niet bevorderlijk voor de interne markt. Versnipperde nationale regelgeving is voor de Europese bedrijven van de deeleconomie geen aansporing om op Europees niveau aan schaalvergrotting te doen.

Ten aanzien van de proportionaliteit:

Gunstig. De Europese Commissie erkent op de diverse domeinen (fiscaliteit, arbeidsrecht, e.a.) de bevoegdheden van de lidstaten en geeft aan binnen welk Europees kader de nationale aanpak kan worden ingebed.

Om meer te weten:

Tekst van de mededeling:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160356.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – Concurrentie - Economie - Economisch beleid – Elektronische handel - Fiscaal recht – Sociaal recht - KMO – Onderneming – Vereenvoudiging van de wetgeving - Zelfregulering
------------------------------	--

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be